

Palestine : 1917-1948

Sommaire

<i>Sommaire</i>	<i>p.1</i>
<i>Avant Propos</i>	<i>p.2</i>
<i>Une histoire de terrorisme</i>	<i>p.3-16</i>
<hr/>	
<i>1. Les enjeux stratégiques</i>	<i>p.4-5</i>
a) Un peu d'histoire	
b) Les promesses	
c) Où est la Palestine?	
<i>2. "Le Foyer National"</i>	<i>p.5-6</i>
a) La déclaration Balfour	
b) Une injustice historique	
<i>3. La politique mandataire</i>	<i>p.7-8</i>
a) Les révoltes palestiniennes	
b) Encore une promesse : le Livre Blanc de 1939	
<i>4. le Terrorisme sioniste</i>	<i>p.8-16</i>
a) La <i>Haganah</i>	
b) Le <i>Zohar</i> , ancêtre du <i>Likoud</i>	
c) L' <i>Irgoun</i>	
d) le terrorisme, antérieur à la naissance de l'Etat d'Israël	
e) Le terrorisme, postérieur à la naissance de l'Etat d'Israël	
<i>Le choix des puissants</i>	<i>p.17-23</i>
<hr/>	
<i>1. Les dirigeants arabes</i>	<i>p.18-19</i>
<i>2. L'U.R.S.S</i>	<i>p.19-20</i>
<i>3. La France</i>	<i>p.21</i>
<i>4. La Grande-Bretagne</i>	<i>p.22</i>
<i>5. Les Etats Unis</i>	<i>p.23</i>
<i>Bibliographie</i>	<i>p.24</i>

Avant-propos

Pour comprendre le conflit israélo-palestinien, il est nécessaire de le placer dans son contexte historique.

Quelle est l'année zéro du conflit israélo-palestinien ?

✓ Les temps bibliques...

Où la Palestine était une contrée peuplée de Cananéens, d'Hébreux, de Philistins, de Moabites, de Hittites...Le temps où elle fut "promise par Dieu aux Hébreux!"

Le sionisme politique légitime l'État d'Israël en se fondant sur cet argument biblique qui relève de l'ordre de l'intemporel. Si l'on admettait un tel postulat, alors cela reviendrait à considérer la population palestinienne comme simple "locataire d'une terre" dont le propriétaire de droit divin serait venu prendre possession à l'expiration du bail. Dans ce cas, la Grande-Bretagne serait cet huissier juridique venu en 1917, *Déclaration Balfour* en main, signifier au locataire récalcitrant, de quitter les lieux.

Toujours est-il, qu'un tel "axiome irrationnel" ne pèse pas lourd face à l'argument de Ben Gourion qui pourrait être repris par le peuple palestinien lui-même : "*Certes, Dieu nous l'a promis, mais en quoi cela peut-il les intéressait? Notre Dieu n'est pas le leur. Nous sommes originaires d'Israël, c'est vrai, mais il y a de cela deux mille ans: en quoi cela les concerne-t-il?*"(1)

✓ Le génocide des juifs par les nazis ? ...

Souvent, on puise une légitimation de l'État d'Israël dans cet abominable événement. Mais là aussi, le peuple palestinien réfute un tel argument en affirmant à juste titre "*qu'il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce ma (leur) faute?*"(1) selon les propres mots du premier chef de l'État d'Israël:

Il ne s'agit nullement de remettre en cause la légalité de l'État d'Israël dont l'existence fut imposée par la force des armes et une diplomatie sans scrupule (comme nous le verrons dans les pages suivantes) mais de situer le conflit israélo-palestinien dans l'espace géopolitique.

Néanmoins, **qui dit légalité ne dit pas pour autant légitimité.**

La légitimité de l'État d'Israël est l'acte historique par lequel le Président de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), Y. Harafat, a reconnu l'État Juif dans une lettre adressée à Y. Rabbin, en date du mois de septembre 1993. Par la suite, cette lettre donna naissance aux fameux *accords d'Oslo*, accords morts-nés...

L'objet de ce bref aperçu historique est de donner une lecture rationnelle des véritables causes du conflit et du drame du peuple palestinien.

“La montagne s'ébranla devant moi. Je sentais les larmes se frayant un chemin jusqu'aux yeux de d'Om Saad. Il m'était arrivé de voir des gens pleurer. Maintes fois, j'avais vu jaillir des larmes exprimant l'échec, le désespoir, la chute, la tragédie, la faiblesse, l'amour, le supplice, le refus qui paralyse, la colère blessée, la fatigue, la mauvaise conscience, la faim, l'attente. Mais les larmes d'Om Saad étaient différentes. Elles me donnaient l'impression de jaillir d'une source desséchée. Je restai, debout, immobile, devant cet oeil brillant qui résistait. Non je n'avais jamais vu personne pleurer comme Om Saad”.

Ghassan Kanafani, Contes de Palestine

Une histoire de terrorisme

1. Les enjeux stratégiques

a) Un peu d'histoire

Dés la fin du XVIII^e siècle, le Moyen-Orient fut jeté dans la tourmente de l'histoire qui se mondialisait au rythme des rivalités franco-anglaises.

Le système impérial britannique s'articulait autour d'un "centre" constitué par le sous continent indien, un océan sous domination anglaise.

Avant l'ouverture du canal de Suez, la voie impériale comportait une partie terrestre entre l'Acre et l'Océan indien. Elle devait demeurer ouverte. L'Empire en dépendait. C'est cette partie de la voie impériale que Bonaparte, après sa campagne d'Égypte, voulut contester à l'Empire. Après avoir occupé Gaza, Ramalah et Jaffa, il fit le siège d'Acre. Et c'est justement pour maintenir cette route ouverte que les Britanniques aidèrent le Pacha d'Acre à repousser Bonaparte.

Ce sont les mêmes raisons qui ont poussé les Anglais trente années plus tard à imposer leur paix à Mohamed Ali dont les armées s'apprêtaient à poursuivre des Ottomans en déroute (mais pour maintenir ouverte la route de l'Empire, il serait plus judicieux de rendre à l'avenir impossible de telles ambitions françaises ou égyptiennes).

Et c'est tout naturellement qu'à partir de 1839 une campagne dans la presse écrite londonienne fut lancée sur le thème du "droit du peuple juif à rentrer dans son héritage, la Palestine" (Times, Globe, Morning, Chronicle).

Dés 1840, "la question d'Orient" entra dans les coulisses de la diplomatie britannique par la porte du Foreign Office. L'initiateur en fut le Ministre des Affaires étrangères Monsieur Palmerston.

L'idée d'un "État juif" fut suggérée à la "Sublime Porte" en mettant en avant les avantages matériels et l'intérêt stratégique d'un tel État face aux éventuels projets d'expansion de Mohamed Ali ou de ses successeurs.

Nous savons qu'à partir de 1897, un autre acteur entre en scène, le mouvement sioniste. Il ne s'agit pas d'en parler ici mais il est nécessaire de souligner qu'il s'intégra totalement dans la politique impériale de la Grande Bretagne. Ce qui ne minimise en rien les causes qui ont nourri le sionisme : persécutions et pogroms.

b) Les promesses

Dans les années 1910, les impératifs stratégiques demeurent identiques même si les conditions ont changé.

Le canal de Suez était construit et l'Égypte, après avoir chassé les *Mamelouks*, se trouvait enfin "pacifiée" par l'Empire.

Cependant les problèmes ne sont plus les mêmes :

- ✓ au siècle précédent, il fallait défendre la route terrestre contre les convoitises de la France et de l'Égypte,
- ✓ dans les années 1910, il s'agissait de défendre l'Égypte et le canal de Suez des convoitises européennes ou autres. Pour cela, il fallait mettre à bas l'Empire ottoman et gagner la guerre.

Il serait fastidieux de rentrer dans les détails concernant les tractations qui eurent lieu aussi bien avec le mouvement sioniste qu'avec les dirigeants arabes. Néanmoins, retenons ceux-ci :

- ✓ le Chérif de la Mecque et Sir Mac Mahon au nom du gouvernement de sa Majesté conclurent un accord qui promettait l'indépendance et l'unité de la nation arabe sous domination ottomane en échange de quoi, le Chérif Hussein lança la révolte le 16 juin 1916 contre la "sublime porte".
- ✓ le Chérif Hussein ignora que dans le même temps l'Angleterre et la France avaient conclu un accord par l'intermédiaire de leurs ministres des Affaires étrangères respectifs Sir Marc Sykes et Georges Picot. Le moins que l'on puisse dire est que les deux accords se contredisaient.
- ✓ la France était tenue à l'écart des négociations qui se menaient entre le gouvernement britannique et l'organisation sioniste. La fameuse lettre adressée par Lord Balfour à Lord Walter Rothschild a été adressée à son insu. Ce n'est que le 2 novembre 1917 qu'elle fut connue sous le nom de "déclaration Balfour".

c) Où est la Palestine?

Les intérêts contradictoires des alliés, à savoir la France et l'Angleterre, apparurent au grand jour à la conférence de San Rémo (1920). Il fallait découper le gâteau constitué par la dépouille de l'Empire ottoman. Les réunions s'éternisaient quant aux tracés des frontières de la Palestine, alors que jusqu'à ce jour, la Palestine était une partie de l'ensemble où vivaient des musulmans, chrétiens et juifs sans se poser de question.

C'est ainsi que, le plus arbitrairement du monde, le gâteau fut découpé:

- ✓ la Syrie (démembrée) et le Liban furent confiés à la France,
- ✓ l'Irak (ainsi que son pétrole) fut remis dans les mains de l'Angleterre.

C'est à la règle et au crayon que la Palestine doit ses frontières et que sa population doit son calvaire.

2. "Le Foyer National"

a) La déclaration Balfour

La déclaration Balfour s'exprime en ces termes:

"Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement d'un foyer national pour les juifs et fera tous les efforts possibles en vue de faciliter la réalisation de cet objectif, étant bien entendu que rien ne sera entrepris qui puisse causer un préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine ou aux droits et au statut politiques dont jouissent les juifs dans n'importe quel autre pays".(2)

Cette déclaration est tout d'abord la victoire, à titre posthume, du premier dirigeant sioniste Théodor Herzl, (vingt ans après le premier congrès du mouvement sioniste à Bâle).

Elle a donné une réponse aux problèmes graves inhérents aux sociétés européennes en posant la "question de l'Orient" dans le domaine de la politique internationale. Vingt ans plus tard, Le génocide des juifs par les nazis accéléra ce mouvement tout en le justifiant.

Précisons que la **déclaration Balfour**, incluse dans le mandat dévolu par la Société des Nations (SDN), **est dénuée de toute valeur juridique puisqu'il manque le consentement de la population palestinienne comme le stipule l'Article 22 de la Charte de cette "noble institution internationale"**.

De plus, le mandat britannique est une violation pure et simple à la fois:

- ✓ des principes énoncés par le Président américain Wilson, à savoir l'indépendance et la liberté des peuples,
- ✓ et des promesses de l'Angleterre faites en temps de guerre qui garantissaient l'unité et l'indépendance du Moyen-Orient arabe.

b) Une injustice historique

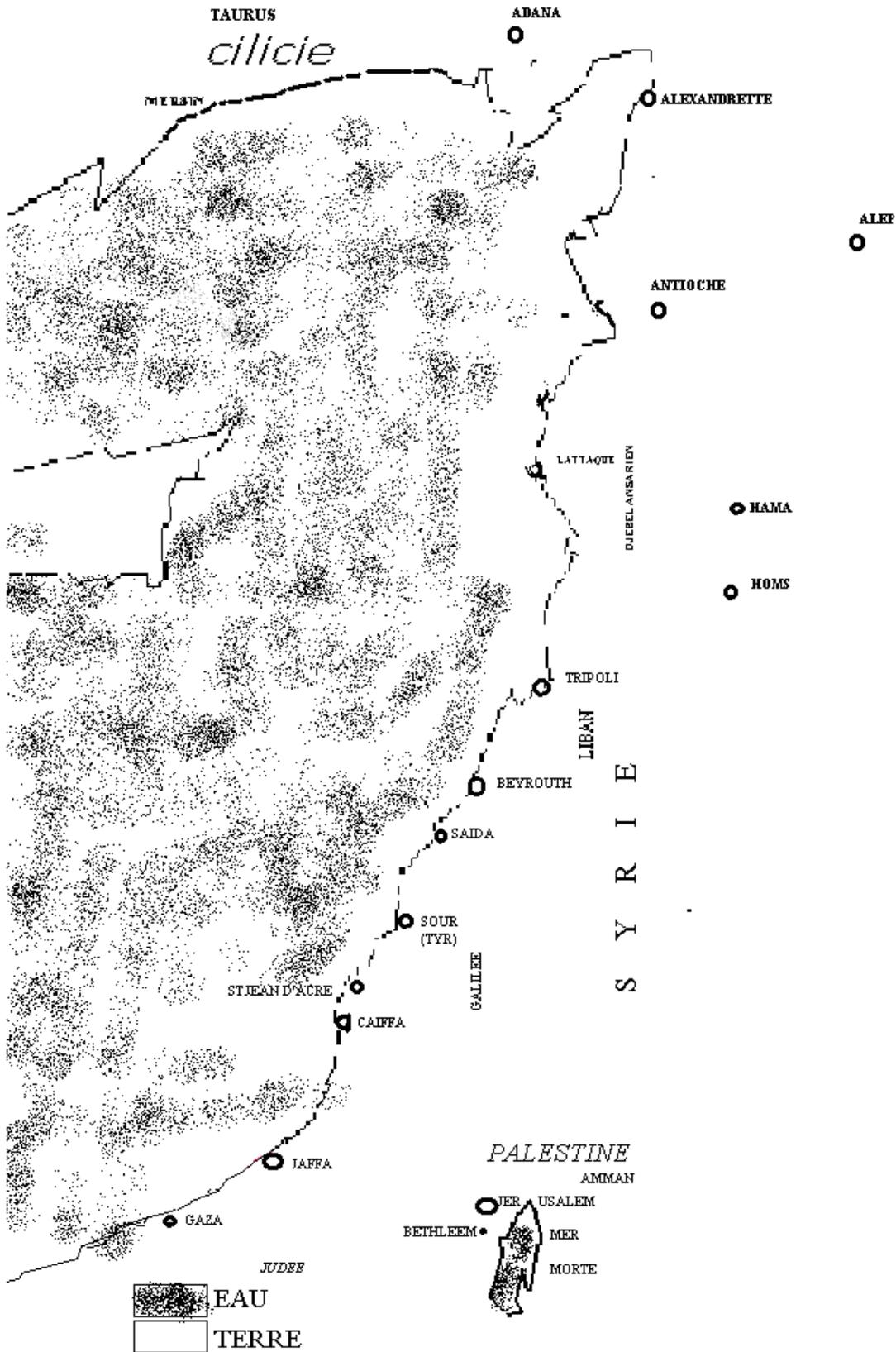
Remarquons que le souhait politique qui consiste à garantir "un foyer national" aux juifs tout en préservant les "droits civils et religieux" aux non juifs est pour le moins contradictoire.

Apparemment, il est la conséquence d'un compromis entre les ministres qui envisageaient la création d'un Etat Juif et ceux qui n'étaient pas de cet avis.

Dans tous les cas, du point de vue de la souveraineté nationale et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, cette déclaration est la cause d'une injustice historique.

La dimension religieuse n'est, en fait, que la toile de fond d'une aventure où entre en scène ce que Koestler, fervent sioniste de la première heure, appelle "une espèce de monstre à la Frankstein conçu sur bleus d'architectes et couvé dans les laboratoires de la diplomatie. Mais dans la dernière phase de sa naissance, la violence a été le facteur décisif... il (l'État d'Israël) existe en fin de compte grâce à un fait accompli dont la population indigène est la victime" (3)

Le Moyen-Orient sous l'occupation ottomane



3. La politique mandataire

a) Les révoltes palestiniennes

Dés 1899, le Maire de Jérusalem Khalidi (futur député arabe au parlement turc), après avoir pris connaissance des conclusions du congrès de Bâle, adjura le Grand Rabbin de Paris Zadok Khan en ces termes : *“Au nom de Dieu, laissez la Palestine en Paix”*. (2)

A partir de 1907, les députés arabes de Jérusalem et d'autres villes palestiniennes s'employèrent à contrecarrer l'immigration sioniste (MANDEL, *“Arabs et Zionism”*, p 32)

Entre 1919 et la fin de la seconde guerre mondiale, à cause de l'immigration de masse, la proportion de la population juive passa de

- 9,7% en 1919 à 16,8% en 1925,
- 17,8% en 1930, à 28,6% en 1935,
- 31,4% en 1940 à 35,1% en 1946.
- En même temps, les terres acquises par les juifs passèrent de 2,04% de la superficie totale du pays en 1919 à 7% en 1946.

“L'un des objectifs fondamentaux du sionisme était d'inverser la pyramide sociale des juifs de la diaspora. Il fallait que les juifs en tant que nation eussent une base solide de fermiers et d'ouvriers” (3)

A la différence des autres colonisateurs, notons que les sionistes n'exploitèrent pas la main d'œuvre arabe. Ils colonisèrent la terre sans pour autant "fabriquer" des colonisés.

L'équilibre économique bascula en faveur des sionistes au fur et à mesure que les institutions sionistes acquièrent des terres. C'est ainsi que l'économie sioniste devint, peu à peu, différente de l'économie arabe pour finir par ressembler à celle du Royaume-Uni. Le système traditionnel et féodal finit donc par être supplanté par le système capitaliste de l'époque. Cet état de fait accentua encore plus le déséquilibre tant économique que démographique en faveur des sionistes.

Cette nouvelle situation ne tarda pas à déclencher les premières révoltes palestiniennes (1920 – 1922).

Un premier *“Livre Blanc”* fut publié en 1920 par la puissance mandataire mais il se limita à fixer comme critère de l'immigration sioniste sa capacité d'absorption de l'économie locale.

Cela ne suffit pas à calmer le mécontentement des paysans palestiniens et à mettre fin aux affrontements avec les sionistes. Ainsi, *“Les Arabes en sont venus à voir dans l'immigrant juif non seulement un danger pour leurs moyens d'existence mais, en puissance, le tyran à venir”*. (4) (Selon les termes de la commission d'enquête Shaw de 1929).

Pour les sionistes, *“Les Arabes étaient un problème politique et nullement un problème moral et humain. Ils parlaient du bout des lèvres de la nécessité du rapprochement mutuel mais en fait ne faisaient pas grand chose. La Palestine était leur terre promise, deux fois promise, une fois au mon Sinaï, une autre à Down Street, et ils venaient en prendre possession, la présence des Arabes n'étaient qu'un simple accident.”*(3)

Pour les arabes, *“L'erreur majeure des sionistes est de nous avoir méprisés et de s'être appuyés sur les forces occidentales et au lieu de s'être présentés à nous comme juifs, de s'être présentés comme Allemands, Polonais et Russes”*.(4) selon les paroles d'Assam, Secrétaire général de la Ligue arabe (nouvellement constituée), adressées à Georges Hall alors Secrétaire britannique aux Affaires coloniales (1945)

La situation était telle que les révoltes s'intensifièrent jusqu'à la grande révolte de 1936-1939 menée par les Palestiniens Hajj Amin et Azzedine El Kassem qui fut réprimée dans le sang. Hajj Amin fut exilé et A. Kassem fut assassiné durant la révolte.

En juin 1937, la commission royale Peel conclut que *“nous (les enquêteurs) n'avons aucun doute quant aux causes sous-jacentes des troubles de l'an passé. Ce sont : le désir d'indépendance des Palestiniens, leur haine et leur peur de l'installation du Foyer national juif”*

Pour la première fois, le *“plan de partage”* fut préconisé comme solution mais sa seule évocation eut pour effet immédiat d'attiser la révolte.

La réponse du mandataire fut brutale : démantèlement économique, interdiction de toutes les organisations palestiniennes, désarmement des paysans palestiniens, assassinats, exil et la déportation de centaines de militants. Ce qui réduisit davantage le poids des Palestiniens dans la confrontation avec les sionistes. L'approche de la guerre poussa finalement la puissance mandataire à adopter une attitude plus favorable envers les Arabes.

b) Encore une promesse : le Livre Blanc de 1939

La Grande Bretagne était menacée d'une guerre pour laquelle elle n'était pas prête. Le devoir du gouvernement était de jeter du lest pour se préparer. Le gouvernement de Chamberlain espérait neutraliser l'hostilité arabe en publiant en 1939 un second "*Livre Blanc*". Ce dernier prévoyait la fin de l'immigration juive et promettait l'autonomie palestinienne au sein d'un État unitaire dans un délai de dix ans. Ce deuxième point était subordonné à l'accord préalable des sionistes. Cette condition entraîna les Palestiniens à rejeter le "*Livre Blanc*". Les sionistes firent de même mais à cause principalement du premier point.

Malgré tout, la population palestinienne adopta une attitude, somme toute, pacifique. Dans ces années de guerre, une industrie militaire se développa en Palestine pour répondre aux besoins de l'armée britannique qui était "*fondée sur les capacités des juifs et auxquels l'Agence Juive avait accès*". (4) Ce fait constitua un autre facteur de déséquilibre au détriment des Palestiniens. Mais une telle faveur n'empêcha pas le chef de l'organisation sioniste, Ben Gourion de déclarer aux sionistes : "*nous nous battons aux côtés des Anglais comme s'il n'y avait pas de Livre Blanc. Et nous nous battons contre le Livre Blanc, comme s'il n'y avait pas la guerre*". (3)

Dans ce conflit triangulaire, les sionistes étaient conscients que leur entreprise nécessitait un combat sur deux fronts : arabe et britannique. Du côté arabe, ce fut sans doute une erreur de ne voir qu'un sommet du triangle : le sommet sioniste.

4. le terrorisme sioniste

L'article 4 du mandat stipulait "*qu'une Agence juive appropriée serait reconnue comme organisme officiel et apporterait à l'administration de la Palestine ses conseils et son aide sur toutes les questions économiques, sociales ou autres ayant rapport à l'établissement du Foyer National Juif et aux intérêts de la population... L'organisation sioniste sera reconnue comme étant cette Agence*". (3)

Il va sans dire que les dispositions d'un tel article ont permis à l'Agence Juive d'être un État dans l'État.

En effet, elle dirigeait tous les secteurs juifs de l'économie du pays ; elle avait ses hôpitaux, ses services sociaux, ses écoles et son service de renseignement.

De plus, d'après A.Koestler "*Tous les fonctionnaires juifs du gouvernement servaient d'indicateurs bénévoles, l'Agence Juive dirigeait une organisation militaire indépendante, la Haganah, noyau de la future armée israélienne*". (3)

Il faut souligner que le premier Haut commissaire du Mandat Herbert Samuel, ancien Ministre de l'intérieur du gouvernement britannique, est juif. Il est donc aisé d'imaginer que l'Agence Juive se nourrissait quotidiennement de la complicité de l'administration mandataire.

a) La Haganah

Dès le début du mandat, dans le cadre de l'immigration de masse et de la colonisation de la Palestine, il était impératif pour le mouvement sioniste de s'organiser militairement car il fallait que la défense s'établisse à l'échelle de masse pour devenir l'équivalent paramilitaire d'une armée de circonscription régulière.

Dès 1920, sous l'œil bienveillant du gouvernement mandataire, l'Agence Juive s'attela donc à organiser une défense juive, la Haganah (qui signifie défense) bien qu'en théorie mais en théorie seulement, les juifs n'aient pas le droit de posséder des armes.

"Les autorités le savaient bien et non seulement fermaient les yeux, mais faisaient même quelquefois des distributions d'armes "illégalles" à la Haganah."(3)

La plupart des unités anglaises avait un *"un interprète juif qui leur était attaché et qui jouait en fait le rôle d'officier de liaison entre les troupes anglaises et la Haganah."(3)*

En définitive, la Haganah menait une existence semi-clandestine et *"faisait vivre ses milliers de membres dans un demi-jour de conspiration permanente."(1)*

Ainsi l'administration anglaise arma, renseigna les sionistes et *"pendit des douzaines d'arabes trouvés détenteurs de fusils"(3)*

A partir de 1937, soulignons le rôle joué par le capitaine anglais Orde Wingate, fervent chrétien sioniste, dans le recrutement et l'entraînement des *"commandos de Minuit des membres de la Haganah et de mener avec leur aide sa propre guerre de guérilla contre les bandes arabes"(3)*

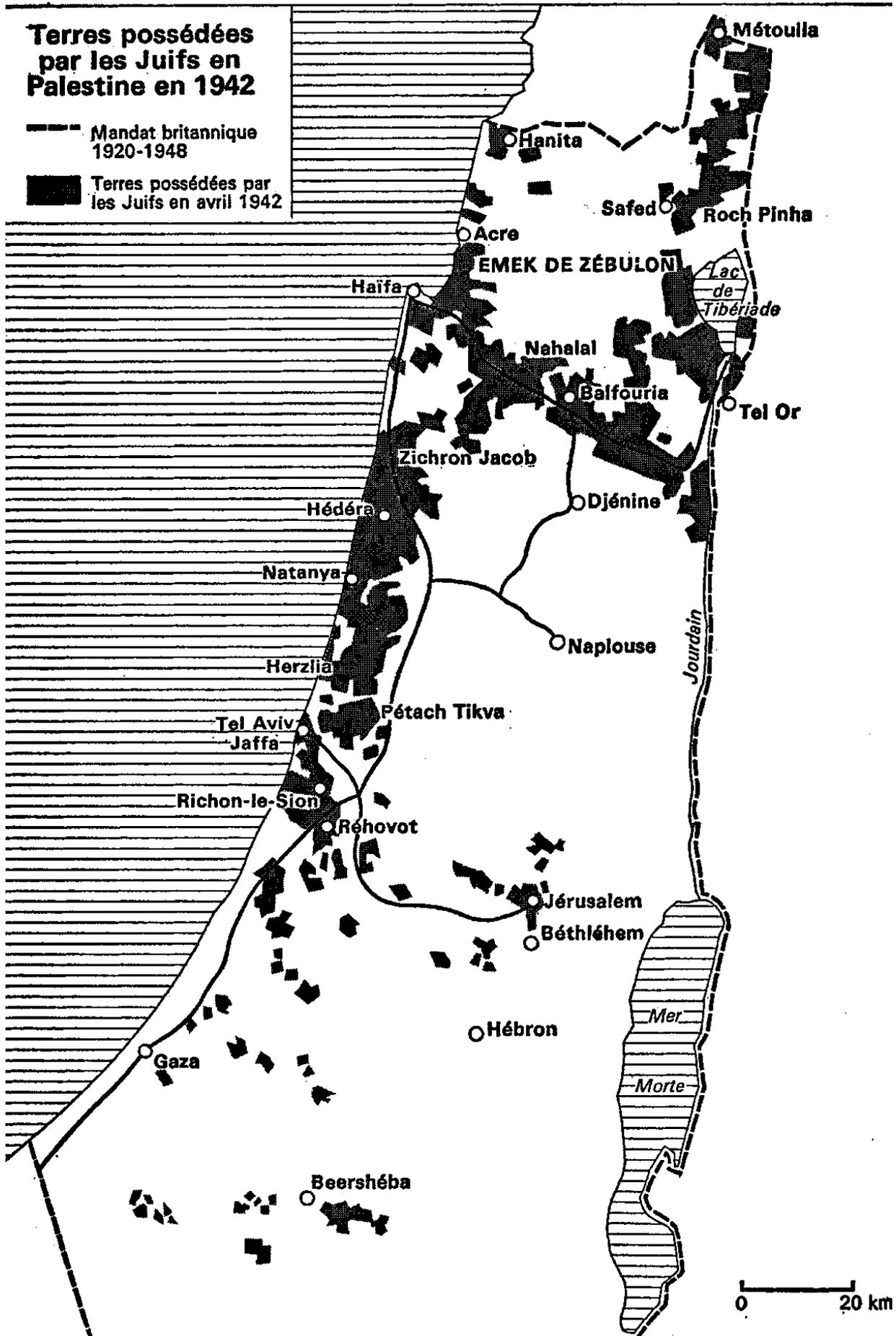
Les *commandos de Minuit* se distinguèrent, en particulier, dans la protection du pipeline de Haïfa et dans le *"nettoyage"* de la Galilée.

La fondation de nouvelles colonies dans des territoires peu sûrs était devenu pour la Haganah une affaire d'habitude. La veille de l'installation d'une nouvelle colonie, la Haganah repérait le lieu où *"un convoi de camion arrivait à l'aube avec des palissades et des baraquements préfabriqués, comprenant plomberie, douches et cuisines. Il était suivi d'un tracteur à chenilles..."(3)* (Remarquons que cette technique d'implantation de colonie est toujours d'actualité en Cisjordanie, seuls les moyens ont changé).

Connaissant les disponibilités du mandataire envers les sionistes, on comprend mieux pourquoi la Haganah prônait la *"Havlagà"* (la modération), à son égard. Il n'allait plus en être ainsi à partir de 1939.

Mais si la Haganah, sous le contrôle des socialistes sionistes, prônait la modération, ce n'était pas le cas des autres organisations sionistes.

Terres possédées par les Juif en Palestine en 1942



b) Le Zohar, ancêtre du Likoud

La grande crise économique d'après guerre eu tôt fait de ralentir l'industrialisation sioniste de la Palestine, ceci d'autant plus que le parrain sort de cette guerre éprouvé. Aussi, après les premières années d'euphorie de la *Déclaration Balfour*, de nombreuses dissensions surgissent au sein de l'organisation sioniste et menacèrent son unité. Le premier à pâtir de la menace qui pesait sur l'unité sioniste fut son dirigeant, Weizman. On lui reprocha son manque d'initiative et d'avoir trahi "Le sionisme originel de Herzl" en étant trop conciliant avec les Britanniques. L'un de ses plus virulents opposants fut Vladimir Jabotinsky, un intellectuel juif, originaire de la grande bourgeoisie russe. C'est lors d'une tournée en février 1924, dans les pays baltes, que Jabotinsky résuma sa politique en ces termes : "Le programme n'est pas compliqué. Le but du sionisme est de créer un Etat Juif. Son territoire: les deux rives du Jourdain. Le système: la colonisation de masse. La solution du problème financier : un emprunt national. Ces quatre principes ne peuvent pas être appliqués sans une approbation internationale d'où le mot d'ordre de l'heure : une nouvelle campagne politique et la militarisation de la jeunesse juive d'Eretz Israël et de la diaspora" (5)

Soit dit en passant, A.Koestler était plus qu'un sympathisant de Jabotinsky. Pour ce dernier, les divergences dans le mouvement sioniste, dominé par les sionistes socialistes, ne résidaient pas dans l'objectif mais dans sa politique. Il fallait donc réviser cette politique. Le révisionnisme sioniste était né, son parti appelé le "Zohar" (Zionism-Révisionnisme) vit le jour en avril 1925

Soixante dix sept ans plus tard, les clivages politiques dans la société israélienne demeurent, à quelques nuances près, de même nature. Seul l'environnement géopolitique a changé.

L'opposition à la politique de Weizman s'accroît au fil des jours et des combats. En particulier, les révisionnistes s'attelèrent à acquérir de l'influence auprès des juifs sépharades (une catégorie souvent méprisée par les juifs originaires d'Europe).

Cette lutte politique interne au mouvement sioniste coûta à Weizman le leadership de l'organisation en août 1930, sa direction ne fut pas pour autant offerte à Jabotinsky. Ainsi le "Zohar" décida de quitter l'organisation et c'est Jabotinsky qui en prit la direction, fort du soutien du mouvement des jeunes sionistes, le "Betar" (dont le berceau était Riga, capitale de la Lettonie et qui quelques années plus tard, s'enracina en Pologne.) L'idéologie de ce mouvement "conquérir ou mourir", lui confère une certaine ressemblance avec ceux de la jeunesse fasciste de l'époque.

Le "Zohar" créa sa propre confédération nationale du travail par opposition à l'"Histadrout" (Confédération générale des travailleurs) aux mains des socialistes sionistes dont Ben Gourion fut l'un des fondateurs.

Compte tenu du caractère fascisant du révisionnisme sionisme, ce dernier n'hésita pas à appeler Jabotinsky "Vladimir Hitler" (5)

c) L'Irgoun

L'Irgoun (I.Z.L-"Irgoun Zvai Leumi", organisation militaire nationale) fut la traduction militaire des divergences qui ont secoué le mouvement sioniste. Elle fut rejointe par le *Béтар* et le *Macabi* (l'association sportive nationale).

C'est Robert Bitker puis David Raziel, tous deux compagnons de Jabotinsky, qui en prirent la direction..

L'Irgoun était au Zohar ce que la *Haganah* était à l'Agence Juive; a savoir son bras armé.

Tous les ingrédients politico-militaires sont maintenant en place pour aborder le terrorisme sioniste.

d) le terrorisme sioniste antérieur à la création de l'Etat d'Israël

A partir du grand soulèvement populaire de 1936, l'Irgoun commença à perpétrer des attentats terroristes, comme par exemple **“des bombes lancées à l'aveuglette sur les marchés arabes et aux arrêts de bus”** ou **“des unités de l'Irgoun commencèrent individuellement à attaquer les Arabes qui traversaient les quartiers juifs”** (5)

La politique du Livre Blanc amena l'Irgoun, dont la devise **“vie pour vie, oeil pour oeil, brûlure pour brûlure”**(3), à s'attaquer directement à l'autorité du mandat.

En août 1939, le premier attentat anti-anglais fut commis par l'Irgoun. L'assassinat du capitaine Lairns valu à Raziel et à d'autres dirigeants, l'incarcération.

Quand la guerre éclata, une trêve officielle fut conclue entre l'administration mandataire et l'Irgoun ce qui permit la libération de ses dirigeants. L'un d'entre eux, Abraham Stern, accusa la trêve d'être une capitulation. Il quitta l'Irgoun en emportant avec lui la plus grande partie de ses membres et de ses armes et fonda *les combattants pour la liberté* plus connus sous le nom de *groupe Stern* dont les membres **“étaient des croyants du terrorisme aveugle”**(3) Pour lui le principal ennemi était la Grande Bretagne et non l'Allemagne ou l'Italie.

Le *groupe Stern* s'employait à tuer à bout portant des policiers pris en embuscade et leurs autres cibles étaient constituées par des postes de polices, des bâtiments gouvernementaux, la station radio de Ramallah, etc.

En 1943, Menahim Begin, jeune avocat venant du Bétar, prend la tête de l'Irgoun avec la conviction suivante **“j'offrirai mes bras pour la défense de ma patrie et la colonisation de mon pays”**. (6)

Suite à l'épisode du “bateau de la mort” appelé “le Patria” où périrent des immigrants Juifs à cause du refus d'accoster signifié par les Anglais, l'Irgoun rejoignit en 1944 le *groupe Stern*. Tous deux se retrouvèrent donc face aux Anglais mais aussi face à l'exécutif sioniste.

Après l'assassinat du Ministre anglais Lord Moyne (Caire, octobre 1944) par le groupe Stern et l'Agence Juive, sous la pression anglaise, dut mobiliser la Haganah contre les deux groupes terroristes.

“Les dirigeants de l'Agence Juive furent donc acculés... à transformer leur propre mouvement de résistance, noyau de la future armée juive en organisation d'indicateurs... une liste d'environ quatre cents dirigeants du groupe Stern et de l'Irgoun fut remise par le bureau politique de l'Agence Juive aux autorités anglaises”(3)

Les organisations sionistes officielles firent également appel à la collaboration de la population mais **“la majorité des juifs firent la sourde oreille”**. (3)

Cette collaboration pris fin avec la déclaration du 13 novembre 1945 du Secrétaire du Foreign Office, Ernest Bevin. En effet, dès le mois de décembre 1945, Ben Gourion informa le Haut Commissaire britannique que **“tous les efforts de l'Agence Juive pour empêcher le renouvellement de semblables attentats seraient futiles, étant donnée la politique poursuivie par le gouvernement de sa Majesté”**.(3)

Nous reviendrons plus loin sur cette déclaration. Cependant précisons qu'elle confirmait la politique du Livre Blanc et se refusait à proclamer l'État Juif.

L'Irgoun de Begin et le *groupe Stern* redoublèrent alors de violence, leurs cibles furent les Anglais puis les Arabes et **Les Anglais...**

- ✓ le 20 juillet 1946, la destruction du Q.G anglais, installé dans l'hôtel King David à Jérusalem, fit deux cents victimes dont une centaine de morts.
- ✓ En 1947, la pendaison de deux officiers anglais en guise de représailles à l'exécution de quelques-uns de ses militants.

les Arabes...

- ✓ Les attaques armées et attentats contre les Arabes civils se multiplièrent et culminèrent en avril 1948 avec le massacre de Dar Yassine où périrent plus de deux cent cinquante hommes, femmes et enfants. Les sionistes semaient la terreur dans la population palestinienne avec comme objectif de *fabriquer des réfugiés*.
- ✓ D'autres massacres effroyables eurent lieu comme celui commis dans le village de Tantura, entre le 22 et 23 mai 1948 (voir article de Ilan Pappé p. 34, *Revue d'Études palestiniennes*, n°80, été 2001) ou en 1953 à Kibya où furent assassinés quatre vingt-treize personnes par l'Unité 101 commandée par A.Sharon.

Dans le Monde Diplomatique de décembre 1995, A. Gresh relate une de ses scènes où Allon, Rabin et Ben Gourion "produisent des réfugiés" "Nous marchions dehors au côté de Ben Gourion, Allon répéta la question –que devons- nous faire de la population?-Ben Gourion agita la main en un geste qui signifiait – chassez –les... Allon et moi avons tenu conseils. J'étais d'accord avec lui qu'il était essentiel de les chasser. Nous les mîmes à pied sur la route de Bet Horon... Il n'y avait pas d'autres moyens que d'utiliser la force et les tirs d'avertissement pour contraindre les habitants".

Avant de conclure cette partie, soulignons que le mouvement sioniste a su adapté sa stratégie, tout le long de son histoire, à l'environnement politique internationale en tenant compte des intérêts des différentes puissances. Ainsi, l'Agence juive s'est éloigné peu à peu des britanniques pour tisser des liens avec le gouvernement américain et ceci dès 1942. Le programme de Biltmore (6-11 mai 1942) de l'organisation sioniste mondiale programma ce rapprochement tout en consacrant la victoire politique du révisionisme sioniste.

Ce programme demande "instamment que les portes de la Palestine soient ouvertes, que l'Agence Juive soit chargée de diriger l'immigration en Palestine et soit investie de l'autorité pour construire le pays... et que la Palestine soit constituée en une communauté politique".(5)

Dans "le choix des puissants", il sera question des positions politiques et militaires des vainqueurs de la guerre qui ont contribué, à différents niveaux, à l'avènement de l'Etat d'Israël.

Rappelons seulement que le terrorisme sioniste prénatal s'acheva par la déclaration d'indépendance lue le 14 mai 1948 par Ben Gourion (huit heures avant la fin du Mandat.) Le "Foyer National Juif" s'est métamorphosé en un "État Juif" sans pour autant garantir les droits civils et religieux des non-juifs.

Ce fut le premier fait accompli du sionisme.

Ce fait accompli eut pour conséquence la guerre déclenchée par les dirigeants arabes et à laquelle ils n'étaient pas préparés comme nous le verrons plus loin. Suite à l'armistice des conventions sont signées

- le 13 janvier 1949 avec l'Égypte,
- le 23 mars avec le Liban,
- le 3 avril avec la Jordanie et le 20 juillet avec la Syrie.

Elles stipulent que "les lignes de démarcations ne constituent en aucune façon des frontières."

Ces conventions constatent une situation de fait "sans préjudice des droits, revendications, positions de l'un ou l'autre des deux camps en ce qui concerne l'ultime règlement de la question palestinienne."

Le 11 mai 1949, Israël est admis au sein de l'ONU sans déposer une carte définissant ses frontières, même provisoires. Le seul engagement de ce nouvel État sans frontières est "de contribuer à la solution du problème des réfugiés."

A ce propos, Bernadotte précise dans une lettre adressée à Shertock (Sharett, Ministre des Affaires étrangères israélien) début juillet 1948, "que l'exode des Arabes palestiniens au nombre de 300.000 vers la fin du mois de juin résulte de la panique créée par des actes réels ou allégués de terrorisme et d'expulsions". La résolution de l'ONU qui en découle porte le numéro 194. C'est la première résolution onusienne relative au droit au retour des réfugiés palestiniens.

e) Le terrorisme après la naissance de l'Etat d'Israël

Cinq mois après la proclamation d'indépendance d'Israël (17 septembre 1948), le premier acte terroriste est l'oeuvre du groupe Stern et pour victime le Comte Folke Bernadotte, envoyé spécial de l'ONU en Palestine. En tant que membre de la Croix Rouge internationale durant la seconde guerre mondiale, le Comte fut un témoin privilégié des conditions de vie des réfugiés. Il était donc enclin à considérer la situation de la population palestinienne sous l'angle purement humanitaire.

Dans son journal intitulé "To Jerusalem" (publié à Londres en 1951) il retranscrit les conversations qu'il eut avec Moshé Sharett, Ministre des Affaires étrangères Israéliens. Le Comte s'exprime ainsi : **"les Arabes ont accordé aux observateurs de l'ONU toute l'assistance possible, alors que les Israéliens n'ont cessé de leur mettre des bâtons dans les roues comme s'ils voulaient rendre leur mission encore plus difficile qu'elle n'était."** Tout en discutant de diverses alternatives, Bernadotte annonçait à Sharett que son groupe allait être renforcé par trois cent nouveaux officiers, ce dernier finit par dire : **"l'une des alternatives à considérer pourrait être de donner toute la Palestine en Israël"**.

Pour aborder ce paragraphe, il est nécessaire de rappeler quelques événements clefs.

- Le 24 juillet 1956, le Président égyptien Gamel Abdel Nasser annonça la nationalisation du Canal de Suez. C'est la fermeture du golfe d'Akaba que la Grande-Bretagne et la France ne pouvaient tolérer pour des raisons stratégiques évidentes.
- Le 30 octobre 1956, les ministres des Affaires étrangères britannique et français Selwyn Lloyd et Christian Pineau et Shimon Péres se réunissaient à Sèvres.
- Le 4 novembre, les troupes aéroportées britanniques et françaises bombardèrent l'Égypte. Dans le même temps l'armée israélienne envahissait le Sinai.
- Le 7 novembre, le Général Moshé Dayan déclara devant la Knesset : **"Nous venons de fonder le troisième royaume d'Israël."**(7)
- le 4 juin 1967, Israël commit une nouvelle agression : le Golan syrien ainsi que la Cisjordanie et la bande de Gaza furent occupés.

Passons sous silence la guerre d'octobre 1973 et les invasions du Liban dont celle de 1982 avec le massacre de Sabra et Chatila et intéressons-nous aux terrorismes dans les territoires occupés depuis 1967.

En mai 1973, le ministre de la défense israélien Moshé Dayan déclare que : **"Les Israéliens doivent rester jusqu'à la fin des temps en Cisjordanie (...). Si vous considérez le désir de se sentir chez soi comme une ambition expansionniste, alors je suis expansionniste"**(8)

Cette prise de position a le mérite de la clarté et en même temps elle nous éclaire sur les connivences entre le gouvernement israélien depuis 1967 et l'extrême droite israélienne et les "fous de Dieu" juifs.

En effet, cette complaisance avec les groupes terroristes remonte au début de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza.

Dans le Monde Diplomatique de décembre 1995, A.Gresh cite Robert I.Fridman : **"Le Rabbin Moshé Levinger a été à l'origine dès 1968, de l'installation de colons juifs à Hébron. C'est le Premier ministre Ygal Allon, qui lui permit de s'installer au cœur de la ville arabe et lui fournit personnellement trois mitraillettes Uzi"**. (6)

On n'en resta pas là ! En effet, après le meurtre de trois étudiants du Collège islamique d'Hébron en 1983 le même Rabbin déclare que : **"Quiconque a commis cet acte a honoré Dieu"**.(8)

D'autres colonies poussèrent comme celle de Kiryat Arba d'où parti Baruch Goldstein, l'homme qui tua de sang froid, le 25 février 1994, vingt-neuf palestiniens en prière. Sa tombe est devenue un lieu de pèlerinage pour tous les fanatiques juifs.

L'extrême droite a toujours représentée une composante, certes minoritaire sur le plan électoral mais importante dans la vie politique israélienne. Ygal Amir du groupe extrémiste Eyal, qualifia le Premier ministre Itzhak Rabin de "Judenrat" (nom des conseils juifs qui ont collaboré avec les nazis durant la seconde guerre mondiale) qu'il assassina le 4 novembre 1995.

Parmi ces groupes d'extrême droite, citons Goush Emounim (Blocs des croyants) du Rabin Levinger qui compte des sympathisants aussi bien au sein du Likoud que dans le Parti travailliste. Il est ainsi encouragé, encore et toujours, à installer de nouvelles colonies.

L'armée laisse faire... Il faut bien mettre en place "le plan Allon" et rendre ainsi la colonisation de Cisjordanie irréversible!

Goush Emounim prône une politique de "main de fer" et de discrimination raciale. Ses membres sont constitués en milices armées. En juin 1980, les Maires palestiniens de Naplouse, de Ramallah et El Bireh sont victimes d'attentats sanglants commis par ces milices.

Un autre phénomène voit le jour dans les années 80: aux Etats-Unis, le Rabin Meïr Kahane et son mouvement Kach (C'est ainsi!) à la tête de la Ligue de défense juive américaine, fait parler de lui par ses positions racistes. Il immigré en 1971 en Israël et se fait élire député en 1984.

Kach s'attaque verbalement et physiquement aux Palestiniens. D'après J.Algazy (le Monde Diplomatique du mois de décembre 1995) Kahane soumettra au parlement une législation raciste inspirée des lois anti-juives de Nuremberg promulguées par le III Reich en 1935. Le Kach fut finalement interdit de se présenter aux élections de 1988. (voir le livre de Yaïr Kotler, Heil Kahana, Modan, Tel-Aviv, 1985)

Concernant la colonisation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, rappelons quelques chiffres:

- en l'an 2002, 7000 colons contrôlent 30% des 224 kilomètres carrés de la bande de Gaza qui compte 1,2 millions de Palestiniens dont la plupart sont des réfugiés,
- tandis que 200 colonies occupent 1,7% de la Cisjordanie mais contrôlent 41,9% de ce territoire.

Bien évidemment, il n'est pas fait mention ici de la répression sanglante durant la première ni la seconde Intifada par l'armée israélienne puisque dans le vocabulaire officiel, elle relève de la "bavure" ou du "dommage collatéral".

Ne sont pas mentionnées non plus les expropriations des terres et de maisons à Jérusalem-Est par l'armée israélienne qui ont conduit le peuple palestinien à se soulever en février 1976 ni d'ailleurs les destructions de villages.

La liste est longue...

On ne peut pas passer sous silence les connivences du groupe Stern avec l'Allemagne nazi et ceci d'autant plus que si les sympathies du Mufti de Jérusalem envers l'Allemagne de l'époque sont connues, l'épisode nazi de Shamir, futur Premier ministre de l'État d'Israël, l'est beaucoup moins.

L'essentiel des informations qui suivent sont extraites d'un article de Amnon Kapeliouk paru dans le Monde Diplomatique de décembre 1983 et d'un ouvrage intitulé "L'Âge des extrêmes" de l'historien Eric J.Hobsbawm, (ed complexe,1994.)

Derrière la démarche du groupe Stern, une philosophie: "Notre devoir est de combattre l'ennemi-les britanniques-et il est permis de chercher l'aide de l'ennemi de notre ennemi".

Les chefs de ce groupe ont pris contact durant les années 1940 et 1941, à plusieurs reprises avec les représentants nazis à Beyrouth, à Damas sous la coupe de Vichy et à Ankara, allié de l'Allemagne.

Les réunions ont eu lieu entre, en particulier, l'Ambassadeur nazi Franz Von Papen et Izhak Shamir et A.Stern à Ankara. L'agent des services secrets nazis à Damas, Verner Otto Von Hentig rédigea un mémorandum sur les pourparlers avec les dirigeants du groupe Stern où il est dit que "la coopération entre le mouvement de libération d'Israël et le nouvel ordre en Europe sera conforme à l'un des discours du chancelier du III^e Reich dans lequel Hitler soulignait la nécessité d'utiliser toute combinaison et coalition pour isoler et vaincre l'Angleterre".

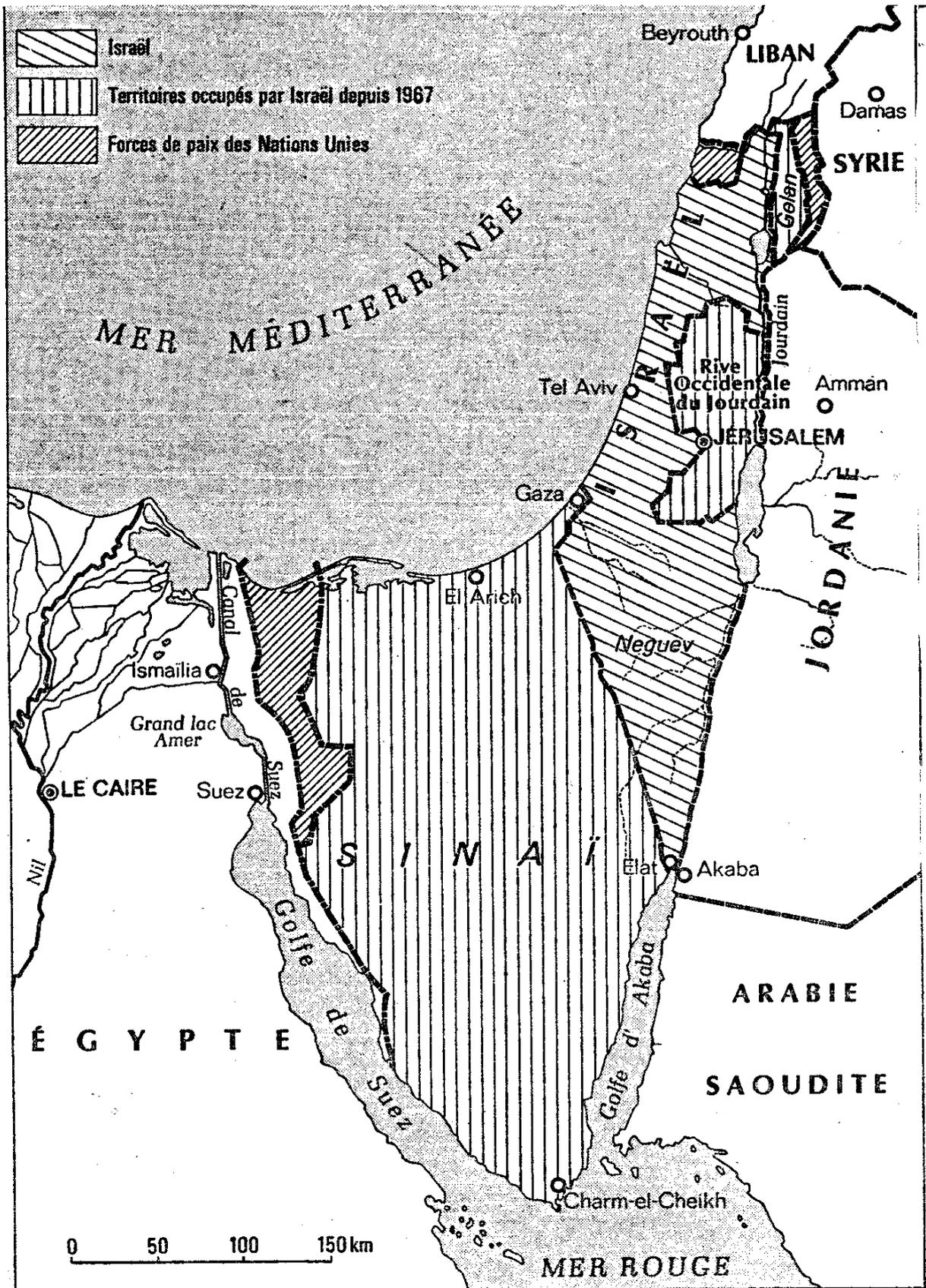
Il est dit encore que le groupe Stern est "étroitement lié aux mouvements totalitaires en Europe, à leur idéologie et structure".

(ces documents se trouvent au Mémorial de l'holocauste, Yad Vachem, à Jérusalem, classés sous le numéro E 234151-8.)

Pour terminer ce bref "aperçu" du terrorisme sioniste, il est utile de faire un rappel historique des positions politiques des Arabes et des puissances vers la fin du mandat.

Cela permettra de mieux comprendre le drame du peuple palestinien à travers les trahisons, les promesses et les complicités des uns et des autres.

Territoires occupés par Israël en 1967



Territoires occupés par Israël en 1967.

Le choix des puissants

1. Les dirigeants arabes

Les Palestiniens n'ont pas pu surmonter les conséquences de leurs affrontements avec les Anglais durant le grand soulèvement populaire, principalement paysan, de 1936-1939 sous la direction de Hajj Amin et de Azzedine Kasseem. Le premier fut exilé et le second assassiné par les Anglais pendant ces affrontements. Aux pertes considérables en vies humaines, s'ajoutaient le démantèlement économique, l'interdiction de toutes les organisations politiques.

Assassinats, arrestations, exils et désarmement des paysans palestiniens, tout cela participa au déséquilibre voulu à la fois par la Grande-Bretagne et le mouvement sioniste

Malgré tout, une accalmie fut obtenue durant la guerre grâce au *Livre Blanc* et à la promesse de l'autonomie dans un délai de dix ans.

En octobre 1944, le rapport remis par Musa Alami, dirigeant modéré palestinien, au congrès arabe d'Alexandrie était alarmant. Et pour cause ! Les solutions préconisées par les Britanniques et les sionistes étaient : le partage et la "parité politique" avec une majorité juive.

En un mot, le mandataire répudiait le *Livre Blanc* sous la pression du Labour dont les sympathies envers le mouvement sioniste étaient solides. Le congrès prit alors les décisions suivantes :

- engager des négociations avec la Grande-Bretagne sur la base du *Livre Blanc* dont elle avait garanti son application sur son honneur,
- envoyer une délégation à un niveau élevé à Londres, Moscou et Washington,
- créer un fonds national pour la Palestine,
- amnistie des chefs palestiniens en exil ou en détention.

Deux remarques s'imposent :

- l'option militaire n'était nullement prise en compte par le congrès. Était-ce dû à la "foi dans l'honneur anglais", à la naïveté politique ou alors aux divergences et aux accords secrets de certains dirigeants arabes avec les sionistes ?
- l'absence de volonté d'une préparation militaire chez les Arabes contrastait avec la conduite du mouvement sioniste. Ce contraste demeura après le vote du plan de partage de l'ONU.

C'est Azzam, Secrétaire de la Ligue arabe (fondée en mars 1945) qui fut chargé de mener ces nouvelles négociations.

Il rencontra Ernest Bevin, Ministre des Affaires étrangères de Grande Bretagne qu'il qualifia d'homme :

"Modeste... attentif... acquis à notre cause... un homme qui professe des valeurs et des principes élevés". (4)

Azzam s'accrochait à la promesse du *Livre Blanc* et se référait à la **"Promesse faite au nom de l'Amérique par les Présidents Roosevelt et Truman que rien ne serait décidé touchant les intérêts arabes en Palestine sans que nous soyons consultés et que les États-Unis n'interviendront jamais par la force". (4)**

Mais ce ne furent que des promesses car, en mai 1945, Ben Gourion Président de l'Agence juive de passage à Londres, apprit des travaillistes anglais **"qu'à la conférence de Yalta, les trois Grands ont décidé de donner la Palestine aux Juifs et de rouvrir le pays à l'immigration". (9)**

Un an plus tard, le 2 juillet, Truman annonça que les États-Unis étaient prêts à apporter leur aide technique et financière pour le transport de 100.000 juifs en Palestine.

Ce n'est qu'en 1947 que Faris Khoury, le délégué syrien à l'ONU constata que **"le sentiment pro-sioniste des américains, fruits d'une pression sioniste intensive est flagrant. Les États-Unis ont même menacé la Chine de suspendre le prêt... aussi bien qu'au Chili, au Paraguay, au Costa Rica et au Brésil". (4)**

Les intérêts mercantiles (pétrole et Standard Oil), les contentieux anglo-égyptiens, franco-anglais, les tiraillements inter-arabes comme le refus du roi Abdallah d'accepter Hajj Amin comme représentant palestinien portèrent un coup dur à la cause palestinienne. Notons à ce propos qu'en novembre 1947, le roi Abdallah déclara à Golda Meyerson (Meïr), déléguée de l'Agence Juive, qu'ils avaient, elle et lui, un ennemi commun : Ha Amin. Les accords tacites antérieurs à 1947, entre le mouvement sioniste et le roi, n'étaient un secret pour personne.

Concernant Hajj Amin, bête noire des Anglais, il a fallu l'intervention du Ministre de Affaires étrangères d'Irak, Pallachi pour l'accepter au sein de la Ligue arabe. Il faut noter que seul Pallachi, sincère nationaliste, considérait que tous les efforts, y compris militaires, devraient être concentrés sur la Palestine. Mais les Accords Sykes-Picot ont déjà produit leurs premiers effets : la division.

Pour exemple, le conflit entre Ibn Saoud d'Arabie Saoudite et le roi Abdallah à propos de la Syrie. Ibn Saoud pensait que la Grande-Bretagne voulait voir Abdallah "*en Syrie pour des raisons qui lui sont propres, et peut-être désire-t-elle se venger de l'appui donné par la Syrie à l'Égypte*". (4) (remise en cause par le roi Farouk du traité Anglo-égyptien). Aussi l'appel à "*l'aide matérielle et financière des peuples arabes avec l'encouragement de leur gouvernement pour vaincre les forces sionistes*" lancé à Bludan, le 8 juin 1946, par Hajj Amin et Jamel ne fut pas suivi d'effet.

Ainsi, de conférence en conférence, de promesse en promesse, les dirigeants arabes furent bernés et se retrouvèrent dans l'incapacité d'empêcher le partage de la Palestine le 29 novembre 1947.

L'un des articles du plan de Partage accordait 56,7% de la terre aux juifs qui, à cette époque, représentaient moins de la moitié de la population : 608.000 juifs contre 1.312.000 Palestiniens et 90.000 Bédouins. Notons que ces juifs occupaient alors 7% environ de la superficie destinée au futur État Juif.

De commission en commission, de Ad Hoc en Ad Hoc, l'ONU fut responsable d'une imposture puisque le principe du "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*" fut tout simplement bafoué. Elle n'avait pas voulu, non plus, empêcher la "*Nakba*" (la Catastrophe) en envoyant une force internationale d'interposition. Et c'est toujours le cas aujourd'hui.

2. L'U.R.S.S

La politique soviétique marqua un grand tournant en 1947. Pour la diplomatie soviétique, il n'était plus question d'Etat-binational. Le 14 mai, le Ministre des Affaires étrangères soviétique, Gromyko, engagea officiellement son pays dans "*la politique du partage*".

A l'approche du jour fatidique, les Anglais étaient encore hésitants et les Américains prudents.

Aussi, ils tentèrent d'y substituer une tutelle internationale. C'est à ce moment-là qu'entra en scène, André Gromyko. Il contre-attaqua pour défendre le plan de partage avec une telle énergie que le représentant de l'Agence Juive à New-York, Abba Eban en était ravi : "*je me suis mis à participer presque chaque soir à des réunions avec des représentants soviétiques, dont Gromyko, pendant lesquelles jouant les conspirateurs, nous cherchions les moyens de faire échec à la proposition américaine*". (4)

Huit mois plus tard, Faris Khoury constata les effets des pressions électorales exercées sur la politique américaine. Cependant le soutien soviétique ne fut pas que diplomatique. La guerre fut déclenchée. Le 28 mars, Ben Gourion dévoila à l'État-major, la contre-offensive avec le *plan Dalet* mais l'armement lourd faisait cruellement défaut. La résistance palestinienne tenait la plupart des grands axes routiers, assiégeait la communauté juive de la ville de Jérusalem et encerclait les colonies.

Le miracle pour l'Agence Juive vint de l'U.R.S.S. Plus exactement, du bateau tchécoslovaque le "*Nora*" qui transportait "*45000 fusils, 200 mitrailleuses et 5 millions de cartouches, force le blocus anglais et jette l'ancre dans le port de Tel-Aviv*". (4)

La Hagana réceptionna ensuite pour "*11.000.000 de dollars d'armes provenant toujours de Prague*". (4)

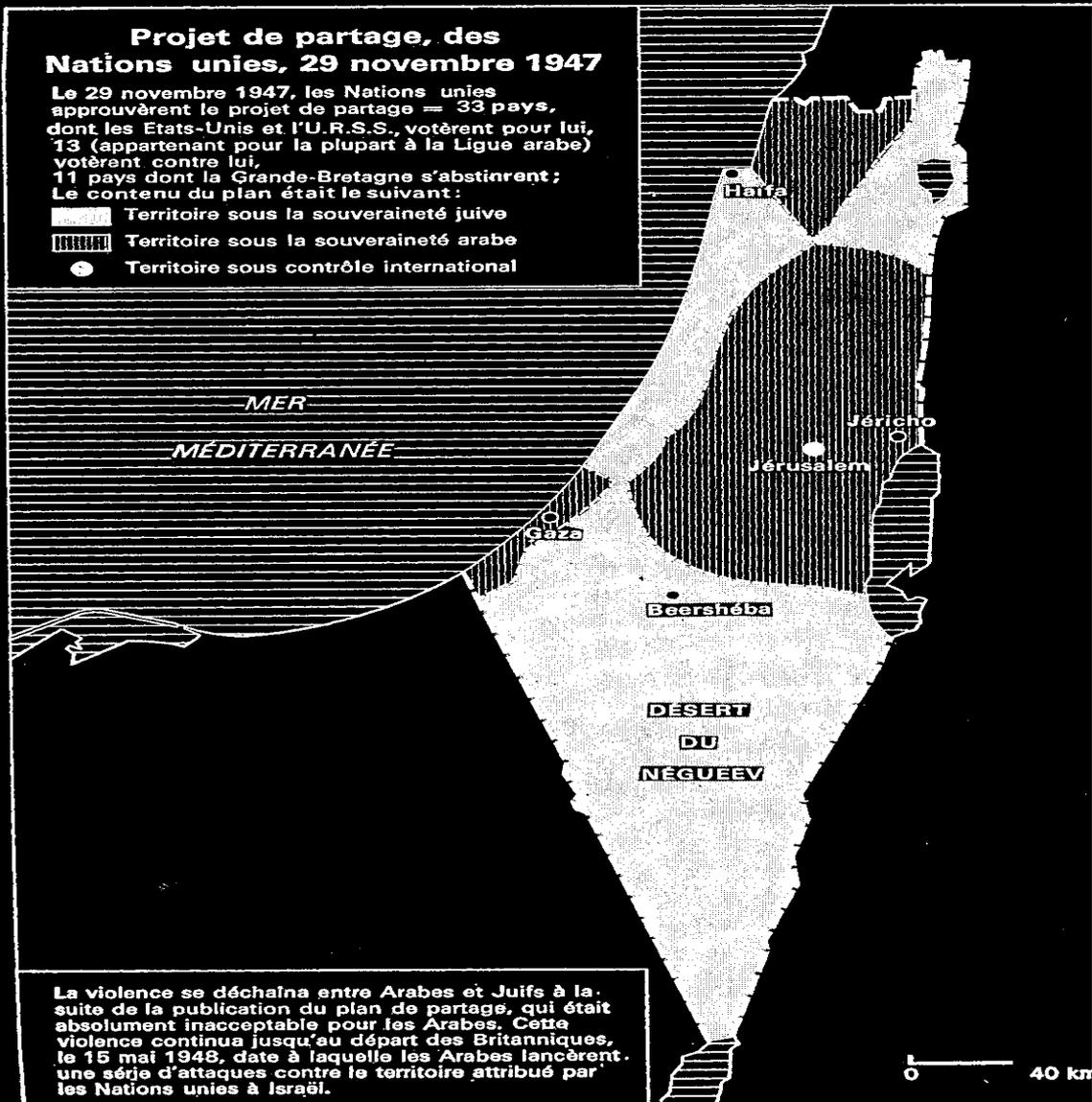
De multiples raisons, internes et externes à l'U.R.S.S, ont poussé celle-ci à aider à la naissance de l'État d'Israël. Nous retiendrons celle qui misait sur la création d'un État sioniste socialiste au Moyen-Orient allié face aux pays capitalistes.

Projet de partage des Nations Unies, le 29 novembre 1947

Projet de partage, des Nations unies, 29 novembre 1947

Le 29 novembre 1947, les Nations unies approuvèrent le projet de partage = 33 pays, dont les Etats-Unis et l'U.R.S.S., votèrent pour lui, 13 (appartenant pour la plupart à la Ligue arabe) votèrent contre lui, 11 pays dont la Grande-Bretagne s'abstinrent ; Le contenu du plan était le suivant :

-  Territoire sous la souveraineté juive
-  Territoire sous la souveraineté arabe
-  Territoire sous contrôle international



La violence se déchaîna entre Arabes et Juifs à la suite de la publication du plan de partage, qui était absolument inacceptable pour les Arabes. Cette violence continua jusqu'au départ des Britanniques, le 15 mai 1948, date à laquelle les Arabes lancèrent une série d'attaques contre le territoire attribué par les Nations unies à Israël.

3) La France

Avant la première guerre mondiale, la Syrie géographique (Palestine comprise) devait tomber sous influence française. Cette ambition était légitimée par le rôle multiséculaire de la France dans la protection des lieux saints : la ville de Jérusalem et l'église de la Nativité à Bethléem.

Jusqu'en 1912, la France fut assurée du désintérêt affiché de la Grande-Bretagne, en apparence du moins, car quatre ans plus tard la Grande-Bretagne dévoila ses cartes. En effet, l'accord secret Sykes-Picot décréta l'internationalisation de la Palestine, à l'exception de Haïfa et d'Acre qui furent attribuées à l'Angleterre. L'occupation de la Palestine par les troupes d'Allenby en 1917 enterra définitivement les prétentions françaises.

En 1918, Clemenceau s'engagea à abandonner toute revendication en Palestine. En échange la Grande-Bretagne reconnaît l'influence exclusive de la France sur le reste de la Syrie.

Les accords de San Rémo de 1920 consacrèrent définitivement les frontières du Partage franco-britannique.

Concernant l'organisation sioniste, la France s'opposa à deux de ses revendications qui éclairent sur les objectifs fondamentaux du Sionisme :

- ✓ l'occupation du Sud-Liban jusqu'à la Lituanie.
- ✓ L'installation de colonies juives en Syrie et au Liban.

Quant au conflit lui-même, les autorités françaises adoptèrent une certaine neutralité à l'égard des nationalistes palestiniens.

La politique française en Syrie et au Liban s'apparentait plus à un protectorat qu'à celui du mandat de la SDN.

L'article 22 de la charte de la SDN préconisait une tutelle provisoire interdisant l'intervention de la puissance mandataire dans les affaires intérieures. La politique de protectorat se doublait sur le plan idéologique, de la prétention à "une mission civilisatrice". Ce fut une erreur car la France s'est aliéné l'opinion publique dans tout le Moyen-Orient. Aussi, dès la fin de la seconde guerre mondiale, l'Angleterre n'eut pas grand mal à saper la politique française. Malgré les interventions militaires et en particulier le bombardement du parlement syrien le 29 novembre 1945, la France céda à l'ultimatum anglais en mars 1946 en mettant fin à ses prétentions dans la région.

Quant à l'influence du mouvement sioniste dans la politique française, on peut affirmer qu'elle fut plutôt marginale et ceci malgré le soutien de quelques hommes et non des moindres dont Léon Blum.

Il n'en fut plus de même après 1945. En effet, l'opinion et la classe politique française va se trouver confrontée avec un sentiment de mauvaise conscience par rapport à la question juive.

Le mouvement sioniste passé maître dans l'art de la communication exploita deux éléments clefs pour les influencer:

- ✓ la participation de juifs dans la résistance française,
- ✓ l'extermination des juifs dont Vichy était complice.

On n'a pas de mal à imaginer la sympathie quasi-générale des partis politiques à l'égard de l'objectif de l'Agence Juive. Citons comme référence, le discours du principal porte-parole du parti communiste français, le député Florimond Bonté qui dit voir dans les sionistes "Les combattants de la liberté, de la démocratie et de l'indépendance"(4)

Cette "compréhension" dépassa le cadre politique pour déborder dans celui du militaire. En effet, des régions comme le Midi de la France (Marseille et Nice), la Corse devinrent des bases logistiques aussi bien pour l'entraînement des hommes de la Haganah que pour l'envoi d'armes en Palestine. A cette fin, bateaux et avions furent utilisés. Dans cette coopération militaire, la complicité des autorités françaises fut générale. Pour exemple, citons le rôle essentiel joué par le Ministère de l'intérieur sous Edouard Depreux puis Jules Moch.

Cette complicité se manifesta également dans l'organisation de l'immigration clandestine des juifs. Dans ce domaine les milieux syndicaux communistes jouèrent un rôle important dans le transport. L'expédition du vieux bateau à vapeur «Président –Garfield», rebaptisé "Exodus 1947", fut un épisode où les complicités à tous les échelons de l'administration, des syndicats des dockers furent exemplaires dans le refus des 4200 immigrants clandestins de débarquer à Port-Bouc, près de Marseille.

Pour conclure ce paragraphe, empruntons à Samir Kassir, journaliste palestinien, les propos suivants: "*dans la balance de la social-démocratie, le mouvement sioniste pesait manifestement plus lourd qu'hier la République espagnole*".

Il reste à donner un aperçu historique de la fin d'une mission internationale qui se solda par une imposture et entraîna le drame de tout un peuple et de rappeler la position américaine durant cette année fatidique.

4). La Grande-Bretagne

Au préalable, il est nécessaire de rappeler la politique britannique durant les trois dernières années du mandat. La population en Palestine était alors constituée de 550.000 juifs et de 1.200.000 arabes palestiniens d'après les estimations britanniques. L'Agence Juive n'a eu de cesse d'organiser l'immigration sioniste. Mais devant le refus anglais, le mouvement sioniste s'employa à contourner l'interdit britannique. Il y eut alors les épisodes dramatiques que A.Koestler appelle "**les petits bateaux de la mort**" (le "**Salvador**", le "**Struma**" ou le "**Patria**"). Mais ce n'était pas suffisant pour renverser le rapport démographique en faveur des sionistes. L'Agence Juive se tourna vers les Etats-Unis et Truman qui, dès 1945 prenant la Présidence à la mort de Roosevelt, se prononça pour l'envoi en Palestine de 100.000 juifs. Il faut souligner à ce propos que le programme sioniste de Biltmore joua un rôle important dans la mobilisation de l'opinion et de la classe politique américaine. Les sionistes utilisèrent avec brio l'affaire de l'*Exodus* pour contrecarrer la politique de E.Bevin.

Celle-ci était favorable à un État binational et donc contre le partage. Une telle position était dictée par les intérêts de l'Empire qui affaiblit par la remise en cause du traité anglo-égyptien par le roi Farouk, voyait la Palestine comme la base de ses ambitions dans la région.

Cependant la politique de E.Bevin se heurta à trois obstacles majeurs : Les États-Unis, l'U.R.S.S et le Parti travailliste britannique au pouvoir, acquis dans sa majorité à la cause sioniste.

La position de l'État-major de se maintenir en Palestine fut fragilisée et discrédité par la déclaration antisémite du commandant en chef de l'armée en Palestine, le Général Evelyn Baker. En effet, suite à l'explosion du *King David*, ce dernier donna l'ordre aux militaires de n'avoir "**aucune relation sociale avec les juifs**". De punir ces derniers "**de la manière que cette race déteste plus que toute autre, en frappant au porte-monnaie**".

Ces propos firent le tour du monde et révoltèrent l'Europe. Ce qui obligea le Premier ministre britannique à mener une politique d'apaisement envers l'Agence Juive. Mais vers la fin de l'année 1946, le chef d'État-major en Palestine, le Général Montgomery, déclara que "**la politique d'apaisement adoptée ces dernières années a échoué. On a suspendu les perquisitions. On a remis les détenus en liberté, et la situation ne s'est pas améliorée, bien au contraire**".(4)

Il pensait que seule une directive claire du gouvernement de sa Majesté au Haut Commissaire d'utiliser toutes les forces à sa disposition permettrait de rétablir l'ordre en Palestine.

Tout s'accéléra à partir de 1947. La question de l'Inde et le pressentiment d'un désastre économique imminent entraînèrent des divergences de point de vue sur la question palestinienne entre E.Bevin et le Ministre des colonies Arthur Enech Jones. A ces facteurs s'ajoutèrent les coups de boutoirs diplomatiques des Américains et des Soviétiques.

La pression était telle que Bevin finit par abandonner son plan. L'évacuation militaire britannique de la Palestine fut décidée quelques mois avant l'expiration du Mandat fixé au 14 mai 1948. C'est l'ONU qui prit alors en charge la question palestinienne avec deux nouveaux puissants, à savoir les États-Unis et l'U.R.S.S.

5. les Etats Unis

En 1948, le Président des États-Unis, Harry Truman fut confronté à une situation internationale très critique

- les communistes venaient de s'emparer du pouvoir en Tchécoslovaquie,
- la Scandinavie était menacée,
- l'occupation de l'Allemagne par les quatre puissances commençait à poser de graves problèmes,
- la Grèce était sous l'influence des communistes,
- les troupes communistes chinoises encerclaient la Chine de Tchang Kaï-chek;
- la Corée était divisée.

A ce sombre tableau d'un monde au bord d'une guerre totale, Truman avait une inquiétude supplémentaire: l'élection présidentielle de novembre 1948. En tant que candidat du Parti démocrate, sa position politique était faible et il était donné battu par les sondages face au candidat républicain.

Pour faire triompher les ambitions de Truman, le soutien électoral et financier de la communauté juive devenait indispensable. C'était, c'est encore, l'une des caractéristiques de la vie politique américaine.

En novembre 1947, Truman était devenu très populaire auprès de la communauté juive américaine en soutenant le *plan de partage* lors de l'Assemblée générale de l'ONU.

En 1948, la Grande-Bretagne se dégagea de son mandat et la situation devint plus explosive.

Pour les analystes américains, comme Georges F. Kennan (Directeur du bureau des Affaires étrangères), le *plan de partage* mettrait leurs intérêts dans la région en danger.

"Le roi Ibn Saoud attache un grand prix à l'amitié entre son pays et les États-Unis et a reconnu le bénéfice substantiel que l'Arabie Saoudite tire des royalties dérivant du pétrole. Il répugne à couper les liens politiques et économiques entre son pays et les États-Unis. Néanmoins, d'autres États arabes exercent sur lui de fortes pressions pour qu'il rompe avec les États-Unis. Le prince Fayçal, son fils et Ministre des Affaires étrangères, a quitté l'Assemblée générale des Nations unies dans un état d'esprit extrêmement anti-américain... D'importantes concessions pétrolières, des bases aériennes sont menacées au cas où un gouvernement activement hostile viendrait au pouvoir en Arabie Saoudite". (4)

Cette citation est extraite du rapport rédigé par Kennan en janvier 1948 à l'intention du Département d'Etat. Ce rapport fit le tour du Département d'Etat. Il mentionnait également le danger que représenterait le monde communiste si l'U.R.S.S parvenait à pénétrer au Moyen-Orient par l'intermédiaire du futur État Juif. Le Département d'Etat savait que l'U.R.S.S armait le mouvement sioniste.

Ce rapport soulignait également les risques d'une intervention militaire américaine, étant donné que la plus grande partie des forces était mobilisée en Asie et en Europe. D'où la recherche d'un équilibre stratégique dans la région et d'un changement de politique relatif à "la question palestinienne". La place fut donc faite à la diplomatie secrète, dont le but était d'abandonner la politique du *plan de partage* sans que cela se sache et de lui substituer une tutelle des Nations Unies en remplacement de celle de la Grande-Bretagne. Pour ce faire, il fallait démontrer que "*le partage*" était irréalisable dans les conditions actuelles sans pour autant donner le moindre signe d'une reculade de la part du Président Truman. Il fallait donc utiliser un exercice de style d'une grande envolée.

C'est ainsi que le 19 mars 1948, l'Ambassadeur américain à l'ONU, Austin déclara devant le Conseil de sécurité que *le partage* n'était pas réalisable et que les Nations Unies devaient instaurer une tutelle. La réaction de la presse écrite fut immédiate: "*Ineptie, Faiblesse, Irrésolution*"...

L'attitude des sionistes n'était pas moins virulente. Dans l'article "*Truman et la Palestine*" (Études palestiniennes, n°28, 1988), l'historien Donald Neff cite le Consul Général à Jérusalem: "***La réaction juive... est faite de consternation, de déception, de désespoir et de détermination. L'opinion prédominante est que les États-Unis ont trahi les juifs pour des intérêts dans le pétrole du Moyen-Orient et par peur des visées russes***".

La reculade américaine n'empêcha pas le renvoi de "*la question*" devant l'Assemblée Générale de l'ONU le 15 avril. Mais pendant que l'on discutait à New-York, Ben Gourion déclara l'indépendance le 14 mai 1948.

Pour le Département, il fallait alors prendre de vitesse les Soviétiques; aussi, dans les minutes qui suivirent la Déclaration de Ben-Gourion le Président Truman, contre l'avis de son ministre des Affaires étrangères Georges Marshall, reconnut l'État d'Israël.

On ne saura jamais le rôle joué par les sionistes dans cet imbroglio diplomatico-politique. En revanche, on sait qu'en novembre 1948, Arthur Truman fut élu Président.

Une page palestinienne fut tournée, d'autres ont été et sont en train d'être écrites dans un environnement géostratégique qui n'encourage pas à l'optimisme au regard de la quasi-fusion idéologique et militaire entre Israël et les Etats-Unis.

Bibliographie

- (1) Nahum Goldman, *le paradoxe juif, stock*, 1976
- (2) Yohanan Manor, *naissance du sionisme politique*, collection Archives 1981, p 206, 220
- (3) Arthur Koestler, *analyse d'un miracle*, Circé/poche Calman-Lévy 1949-1969
- (4) Walid Khalidi. Revue d'études palestiniennes n° 28 Été 1988
- (5) Walter Laqueur, *histoire du sionisme*, tel Gallimard, 1972, p 516, 548, 537, 790
- (6) Monde Diplomatique, décembre 1983, p18
- (7) S.Lacouture, *anti-impérialistes et tiers-mondistes*, ed Martinsart Romorantin, 1977, p.98
- (8) Amnon Kapeliouk, *Hébron, un massacre annoncé*, Arléa-Seuil, Paris 1994, p.111
- (9) Jean Lacouture, *Léon Blum*, Seuil, Paris 1979 "points histoire p 571-577